

Interpellation présentée par le député:

M. Guy Mettan

Date de dépôt : 21 septembre 2006

Messagerie

Interpellation urgente écrite

Est-il permis à la société pédagogique genevoise (SPG) d'utiliser la messagerie de l'Etat à des fins de propagande politique?

Il a été récemment constaté que la SPG avait utilisé les boîtes emails professionnelles des enseignants du DIP afin de diffuser ses positions politiques à propos des prochaines votations sur l'école publique genevoise (IN 120).

Le Parti démocrate-chrétien souhaite savoir si de tels envois de mails sont autorisés par la loi. Si tel est le cas, quelle est la base légale ? Mais s'il s'avère qu'il est interdit à la SPG d'envoyer des mails à des fins politiques via la messagerie de l'Etat, nous souhaiterions savoir quelle est la position du département de l'Instruction publique par rapport à ces agissements et quelles mesures il entend prendre pour y mettre fin.

Question: Est-il permis à la SPG d'envoyer, via la messagerie de l'Etat, des messages de propagande politique ? Si non, quelle est la position du DIP et quelles mesures entend-il prendre pour y mettre fin?